

Point de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur la Francophonie, la lutte contre le terrorisme et les relations franco-africaines, à Dakar le 29 novembre 2014.

QUESTION Monsieur le Président, cet acte de terrorisme au nom du Nigeria, je sais que cela vous préoccupe au plus haut point

LE PRESIDENT Oui beaucoup. Plusieurs chefs d'Etat en ont parlé ce matin, et je me suis exprimé là-dessus, parce que c'est un acte de barbarie qui s'est produit à la sortie d'une mosquée, qui a donc frappé des fidèles musulmans. Le terrorisme fondamentaliste ne respecte aucune religion et veut mettre une partie de l'Afrique sous domination. Nous devons donc tous nous coaliser au meilleur sens du terme. Il ne s'agit pas de faire une bataille de civilisation, c'est une bataille pour la civilisation, ensemble. C'est pourquoi la France met tous ses moyens à disposition des Africains, nous l'avons montré au Mali.

Mais par exemple pour lutter contre Boko Haram, nous soutenons les pays de ce que l'on appelle les pays du « lac Tchad », autour de cette partie-là de l'Afrique, pour leur donner tous les moyens pour prévenir et pour parfois contenir le terrorisme. Nous craignons beaucoup son extension au Cameroun, au Nigeria c'est déjà fait, même au Niger. Donc, ne pensons pas que parce que nous avons éradiqué une partie du terrorisme au Mali nous en avons terminé.

Il y a aussi une grande inquiétude, une grande préoccupation par rapport à ce qui se passe en Libye et notamment au sud de la Libye. C'est pourquoi le Sommet de la Francophonie, je me suis exprimé à la tribune pour le dire, c'est bien sûr un sommet pour la culture, c'est un sommet pour l'économie et c'est aussi un sommet pour la sécurité.

QUESTION Est-ce qu'on peut avoir une déclaration, M. le Président, de la part de la Francophonie sur cette nouvelle vague

LE PRESIDENT Vous voyez, la Francophonie, elle ne s'adresse pas qu'aux francophones, parce que ceux qui sont victimes de terrorisme, ils parlent toutes les langues. Au Nigeria, ils parlent Anglais et nous ne devons pas faire de distinction. C'est pour cela que ce ne peut pas être la Francophonie en tant que telle qui va agir, ce sont les Africains eux-mêmes. Et en tant que Président de la République française, moi je ne distingue pas les Africains sur la langue qu'ils parlent. Bien sûr que nous avons un devoir de solidarité avec l'espace francophone et avec l'Afrique francophone. Mais nous avons aussi un devoir de solidarité pour la sécurité avec tous les Africains. Pour le développement économique aussi. Et donc la Francophonie, n'exclue personne, elle s'adresse à tous les peuples du monde.

QUESTION Monsieur le Président, on parle de plus en plus d'une Francophonie beaucoup plus économique, quelles sont les propositions de la France pour que cela soit véritablement une réalité ?

LE PRESIDENT Nous devons faire en sorte que les entreprises qui travaillent dans l'espace francophone s'engagent pour la formation. Si nous voulons que la Francophonie soit un outil, il faut qu'il y ait des Français qui fassent apprendre le français à d'autres. Il faut qu'il y ait des francophones qui fassent apprendre le français à ceux qui aujourd'hui ne peuvent pas accéder à cette langue, donc à cette culture.

On ne peut pas simplement dire : il faut que la Francophonie soit économique. La première condition pour y parvenir, c'est la formation, c'est l'éducation. Il faut qu'il y ait davantage de

concernent pour y parvenir, c'est la formation, c'est essentiellement à cet égard, un encouragement et la mobilisation des entreprises françaises, pas simplement des Etats, des entreprises françaises pour favoriser le développement de la culture et de l'enseignement du français.

Et puis aussi, il faut que l'on ait un système de droit, un système juridique qui puisse permettre à tout l'espace francophone de pouvoir faire un certain nombre de commerce, d'échange, en français et dans un système juridique français. Enfin, il y a la question de la circulation, de la mobilité. Il faut avoir beaucoup plus de visas qui puissent permettre à des francophones d'aller dans tous les pays francophones et notamment en France. Mais pas simplement en France, il y a beaucoup francophones qui vont au Canada, qui vont aussi se former dans d'autres pays et parce que nous devons libéraliser le système de visas, notamment pour les étudiants, pour les chercheurs, pour les entrepreneurs. C'est cela la Francophonie économique.

QUESTION Inaudible

LE PRESIDENT Oui, c'est parce que l'Afrique est consciente que la France est à ses côtés. La France ne vient pas chercher des intérêts, la France vient porter des valeurs, des principes, et démontre sa solidarité. C'est ainsi d'ailleurs que nous défendons les intérêts de la France. Parce que c'est en aimant ce que nous faisons, en aimant ce que la culture et la langue française peuvent apporter, que les Africains, que les francophones peuvent aussi favoriser l'investissement de nos entreprises dans les pays concernés.

QUESTION Qu'est-ce qu'il faudrait pour qu'il y ait un tel accueil en France ?

LE PRESIDENT Avoir des résultats, toujours des résultats. Ici, on les montre les résultats, parce que quand il s'agit de répondre à un fléau sanitaire, de lutter contre le terrorisme, les Africains voient bien qui est derrière eux, qui est avec eux et qui est auprès d'eux, la France.

Pour les Français eux-mêmes, ils se posent la question, mais ils doivent d'abord avoir la réponse. La France est aimée, la France est demandée. Et chaque fois que l'on m'accueille, comme on le fait, ici, au Sénégal, hier en Guinée, avant-hier au Mali, c'est une fierté que doit éprouver le peuple français. Je n'en tire moi, aucune gloire. Ce sont les Français qui sont fêtés, qui sont aimés et donc à eux de penser que leur pays est vraiment un grand pays et qu'eux-mêmes ont plein d'atouts et plein de talents et doivent avoir confiance en eux-mêmes.

QUESTION Inaudible

LE PRESIDENT La France n'a pas de candidat, puisque la France doit laisser les pays décider eux-mêmes du Secrétaire général de la Francophonie. Il y aura des discussions tout au long des prochaines heures. Ce n'est pas la France qui décide du Secrétaire général de la Francophonie, c'est plutôt bon signe. Merci.